

Vers quelle démocratie se dirige la Guinée-Conakry (2008-2010) ?

Vincent HIRIBARREN

University of Leeds

School of History, PhD student

Cet article se propose de revenir sur la situation politique en Guinée à la mort de Lansana Conté le 22 décembre 2008. La transition démocratique promise par l'armée au lendemain de la mort du dictateur aura duré presque deux ans et c'est au bout de ces deux longues années qu'un premier président, Alpha Condé, a été démocratiquement élu le 3 décembre 2010.

Comment synthétiser une période riche en rebondissements politiques et endeuillées par un massacre à Conakry le 28 septembre 2009 et des violences électorales ? La situation politique a bien entendu attiré l'attention du continent mais aussi des media occidentaux. En 2008 la Guinée, premier pays du domaine colonial français à accéder à l'indépendance le 28 septembre 1958 en refusant la Communauté, a fêté avec une fierté nationale évidente le cinquantième anniversaire de son accession à l'indépendance mais n'a pourtant jamais connu la démocratie. Ce pays d'Afrique de l'ouest pourtant premier producteur mondial de bauxite n'est pas souvent sous le feu des projecteurs. Pour la première fois depuis 1958, les sources concernant la Guinée sont très nombreuses. Les rumeurs politiques et bruits de couloirs aussi. Journalistes guinéens et occidentaux, la télévision guinéenne, blogs politiques sur Internet, l'Organisation des Nations Unies, l'Union Européenne, les Etats-Unis : tous se penchent de leurs analyses et commentaires sur la situation politique en Guinée. C'est donc dans un brouhaha médiatique rendu possible par la multiplication des spectateurs-acteurs et des media que la transition démocratique s'est produite.

Par ailleurs, cette transition démocratique de la Guinée a une portée qui dépasse largement les frontières du pays. Assistons-nous à une nouvelle façon de fabriquer et d'exporter la démocratie ? À la lumière des élections de toutes pièces en Irak ou en Afghanistan, il est légitime de constater que les années 2000 ont été particulièrement fécondes en la matière. En quoi le cas de la Guinée illustre-t-il cette tendance à exporter les valeurs occidentales à une échelle mondiale ? La construction de la démocratie guinéenne ne révèle-t-elle pas un nouveau *modus operandi* des Occidentaux ?

Un printemps démocratique à retardement

Le général Lansana Conté a dirigé la Guinée de 1984 à 2008. Bien que contesté pendant des élections multipartites en 1993, son pouvoir s'est maintenu jusqu'à son décès, le 22 décembre 2008 et ce malgré de nombreuses années de maladie. La mort de Lansana Conté ne fut une surprise pour personne et c'est donc sans surprise excessive que l'armée est intervenue¹. Dans ce passage de la dictature à la démocratie, c'est la question de la subordination de l'armée au pouvoir civil mais aussi l'équilibre politique de l'Afrique de l'Ouest qui sont en jeu.

Le lendemain-même, quelques heures après l'annonce de la mort de Conté, le capitaine Moussa Dadis Camara annonce sa prise du pouvoir sur les ondes. Le pays n'a connu que deux dirigeants depuis son accession à l'indépendance et la « transition démocratique », si elle se produit sans violence, serait une première pour la Guinée. L'enjeu géopolitique est d'autant plus important que ses voisins immédiats comme la Sierra Leone, le Liberia ou la Côte d'Ivoire ont tracé l'arc de tension d'Afrique occidentale à travers trois guerres civiles particulièrement sanglantes. En cas d'échec de la transition démocratique, ce phénomène appelé « guerre nomade » par Michel Galy se propagerait à la Guinée². Par ailleurs, la Guinée se retrouve au centre de l'attention médiatique internationale parce que le régime corrompu du prédécesseur de Dadis Camara avait laissé se créer un réseau de trafic de drogue dans le pays³.

Le « printemps démocratique » de l'Afrique des années 1990 avait effleuré la Guinée. En effet, le général Conté avait été obligé d'organiser des élections législatives en 1993, mais depuis les résultats des différentes élections penchaient toujours en sa faveur. Sa mort en décembre 2008 donnerait à la Guinée une chance de combler ce déficit démocratique. Aux yeux de nombreux dirigeants guinéens, la mort de Conté est le moment de rattraper l'histoire⁴. Les bailleurs de fonds européens l'entendent de la même oreille. Les pressions politiques exercées sur Dadis Camara pour organiser des élections démocratiques se font grandissantes.

En décembre 2008, c'est sous le regard des media occidentaux que Dadis Camara devient le nouveau dirigeant de la Guinée. Avant de devenir président de la République de Guinée, ce dernier tenait un poste relativement subalterne dans l'armée. En charge du ravitaillement en essence, il est propulsé à la tête du Conseil National pour la Démocratie et le Développement (CNDD). A peine arrivé au pouvoir, il promet de ne pas se présenter aux élections qu'il entend organiser dans les 18 prochains mois. Il espère mettre fin à la corruption et promet de rendre plus transparentes les actions du gouvernement.

¹ Odile Goerg, « Fin de règne sans fin en Guinée », *Le Monde diplomatique*, avril 2006, <<http://www.monde-diplomatique.fr/2006/04/GOERG/13335>> (consulté le 20 septembre 2010).

² Michel Galy, *Guerres Nomades Et Sociétés Ouest-Africaines* (Paris: L'Harmattan, 2007).

³ Stephen Ellis, "West Africa's International Drug Trade," *African Affairs* 108, no. 431 (April 2009), 171-96.

⁴ Louis A. Picard, and Ezzeddine Moudoud, 'The 2008 Guinea Conakry Coup: Neither Inevitable nor Inexorable', *Journal of Contemporary African Studies*, 28 (2010), 51-69.



Moussa Dadis Camara, 2009⁵

C'est une rhétorique politique soulignant les qualités morales du nouveau dirigeant qui voit le jour en Guinée. Ce dernier se présente en pourfendeur des abus du passé⁶. Ainsi, Ousmane Conté, le fils de l'ancien président, est directement mis en cause dans des affaires de trafic de drogue et de revente des rails de la ligne de chemin de fer entre Conakry et Kankan⁷. Il s'agit sans doute de l'un des effets de la pression américaine puisque ce dernier a été officiellement déclaré « baron de la drogue » en 2010 par l'administration américaine⁸. D'anciens ministres sont arrêtés et doivent rendre des comptes au nouveau gouvernement⁹. Des listes de personnalités ayant trempé dans des affaires de corruption sont diffusées dans tout le pays. La moralisation de l'appareil étatique passe donc par l'armée qui se présente en défenseur de la probité de l'État. À l'échelle africaine, ce discours n'est pas original tant les précédents des coups d'État congolais, béninois ou encore nigérian ont foisonné de discours populo-militaro-révolutionnaires soulignant la probité des militaires face aux abus de « l'Ancien régime ». Qui plus est, Dadis relaye en grande partie le discours contre celui de la corruption et la bonne gouvernance de rigueur pour tout État démocratique. Le nouveau

⁵ Image dans le domaine public : http://en.wikipedia.org/wiki/File:Dadis_Camara_portrait.JPG (consultée le 20 septembre 2009).

⁶ « Réquisitoire du chef de la junte qui veut "châtier" les profiteurs », *Jeune Afrique*, 27 décembre 2008, <http://www.jeuneafrique.com/Article/DEPAFP20081227T211331Z/diplomatie-junte-militaire-moussa-dadis-camararequisitoire-du-chef-de-la-junte-qui-veut-chatier-les-profiteurs.html> (consulté le 25 janvier 2011).

⁷ Information glanée à Kankan, Guinée, mars 2009.

⁸ « Letter from the President Regarding the Foreign Narcotics Kingpin Designation Act | The White House, » <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/letter-president-regarding-foreign-narcotics-kingpin-designation-act> (consultée le 20 septembre 2010).

⁹ 'Guinea Calls Corruption Hearings', *Bbc*, 22 janvier 2009, section Africa <<http://news.bbc.co.uk/1/hi/7844674.stm>> (consulté le 18 septembre 2010) et « La Junte Continue Son Opération Mains Propres », RFI, 23 janvier 2009, http://www.rfi.fr/actufr/articles/109/article_77657.asp (consulté le 18 septembre 2010).

gouvernement entreprend alors une opération de séduction autant pour satisfaire la société guinéenne que pour plaire aux bailleurs de fonds occidentaux comme le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM), qui imposent ce critère comme préalable pour allouer aides et prêts au pays.



Affiche gouvernementale anti-corruption, Conakry, mars 2009¹⁰

Que ce soit à la télévision guinéenne ou dans les media occidentaux, le nouveau président multiplie les entretiens pour rassurer sur ses intentions et celles de l'armée. Car c'est bien sur les intentions d'un seul homme que tout le programme du CNDD repose. Si le président se présente aux élections qu'il organise lui-même, l'opposition des partis politiques, syndicats et de la société civile sera plus forte. Dadis n'a pas eu le temps de tirer partie des divisions de ces derniers et son annonce, le 15 avril 2009, de se présenter aux élections présidentielles n'a fait que réunir ses opposants¹¹. Dadis espérait se présenter aux élections comme n'importe quel « citoyen » ; sous la pression des partis politiques et des pays occidentaux, il renonça une nouvelle fois à se présenter le 10 mai 2009¹² avant de réaffirmer sa candidature le 19 août 2009¹³.

« Les événements du 28 septembre 2009 »

¹⁰ Photographie de Vincent Hiribarren, Conakry, mars 2009.

¹¹ 'Guinea Coup Head Could Fight Poll', *BBC*, 16 avril 2009, section Africa <<http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/africa/8001659.stm>> (consulté le 19 septembre 2010).

¹² 'Guinea Coup Leader Will Not Stand', *BBC*, 10 mai 2009, section Africa <<http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/africa/8043096.stm>> (consulté le 19 septembre 2010).

¹³ « Les "forces Vives" S'opposent À La "confiscation Du Pouvoir Par La Junte », *Jeune Afrique*, 23 août 2009, <<http://www.jeuneafrique.com/Article/DEPAFP20090823T190506Z/armee-election-presidentielle-cndd-moussa-dadis-camarales-forces-vives-s-opposent-a-la-confiscation-du-pouvoir-par-la-junte.html>> (consulté le 19 Septembre 2010).

Exactement 51 ans après le « Non » au referendum organisé par la France, les opposants de Dadis se sont rassemblés au stade du 28-septembre de Conakry afin de protester contre la candidature de ce dernier aux élections présidentielles. Les bérets rouges de Dadis les y ont retrouvés et ont ouvert le feu pour disperser la foule. Selon les observateurs de Human Rights Watch, plus de 160 morts et plus de viols encore sont à déplorer dans ce massacre « prémédité »¹⁴. Ce second 28 septembre dans l'histoire de la Guinée est lui aussi un tournant dans l'histoire du pays. Cependant, il n'a tragiquement pas la portée du premier 28 septembre 1958. Ce 28 septembre 2009 s'inscrit dans la liste de répressions menées par l'armée en Guinée : la dernière en date datait de la grève générale de 2007. Les « événements » de 2007 avaient déjà provoqué la mort de plus 180 personnes. Le contrôle de l'armée par le pouvoir central est encore une fois remis en cause.

Auparavant, le personnage de Dadis Camara était déjà discrédité dans l'opinion publique guinéenne à cause de la diffusion de ses crises de colère à la télévision et sur Internet, surnommées ironiquement le « Dadis Show »¹⁵. Ce dernier cherche à combler un vide informatif laissé par ses prédécesseurs et tient à se mettre en scène à chacune de ses apparitions. Alors que Dadis veut devenir une figure d'autorité, cette boulimie médiatique devient vite la risée du pays et de ses voisins. La presse se multipliant à l'époque n'hésite pas à caricaturer Dadis et l'armée qui cherchent à trouver leur légitimité démocratique dans cette communication à outrance¹⁶. Paradoxalement, c'est bien l'opposition qui tire parti de ces erreurs de communication. En effet, le manque d'empressement de Dadis à créer un Comité National de Transition chargé d'organiser les élections lui vaut les foudres de certains membres de l'opposition¹⁷. Les « événements du 28 septembre » ont pour effet d'unir l'opposition de Guinée jusque la divisée. Le « forum des forces vives » regroupant partis politiques, syndicats et membres de la société civile s'entendent sur un point : le départ immédiat de Dadis.

Un renouveau de l'opposition ?

Les opposants de Dadis n'ont pour autant pas toujours été d'accord : des clivages politiques existaient au sein même de la Guinée sous la direction de Lansana Conté. Les partis politiques étaient divisés sur leur rôle à tenir : le Rassemblement du Peuple de Guinée

¹⁴ Voir le rapport complet, 'Bloody Monday | Human Rights Watch' <<http://www.hrw.org/node/87190>> (consulté le 19 Septembre 2010).

'Guinée : Pour En Finir Avec Le Pouvoir Militaire - International Crisis Group' <<http://www.crisisgroup.org/fr/regions/afrique/afrique-de-louest/guinee/B066-guinea-military-rule-must-end.aspx>> (consulté le 19 Septembre 2010).

¹⁵ 'Le Dadis Web Show Guinée, *Jeune Afrique*, 9 septembre 2009, <<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2539p036-037.xml0/-internet-Moussa-Dadis-Camara-Le-Dadis-Web-Show.html>> (consulté le 19 Septembre 2010).

¹⁶ Voir Jean-Noël Jeanneney, *Une Histoire Des Médias : des origines à nos jours* (Paris: Editions du Seuil, 1996).

¹⁷ Les « forces patriotiques » composées de différents partis politiques, elles y voyaient un souci de ne pas « bâcle[r] » les élections. « Forces Patriotiques Contre Forces Vives », *Jeune Afrique*, 3 août 2009, <<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAJA2534p006-007.xml5/election-lansana-kouyate-cndd-forces-patriotiquesforces-patriotiques-contre-forces-vives.html>> (consulté le 19 Septembre 2010).

(RPG) d'Alpha Condé boycottait les élections législatives de 2002 alors que l'Union pour le Progrès et le Renouveau (UPR) préférait présenter des candidats. Le fourmillement des partis politiques n'était pas uniquement un vernis démocratique pour le régime autoritaire de Lansana Conté. Son mouvement, le Parti de l'Union et du Progrès (PUP) devait compter avec ces organisations comme en témoigne l'entrée au gouvernement de certains de ces hommes politiques dans les derniers mois de la présidence de Conté. Cependant, s'il existait une opposition au pouvoir de Conté, c'était celle des syndicats. La grève générale de janvier-février 2007 avait démontré leur puissance en paralysant tout le pays pendant quasiment deux mois. Même si le régime de Conte survit à cette grève, il dut faire des concessions en nommant un Premier Ministre, Lansana Kouyaté.

C'est donc une société divisée et largement politisée qui se met d'accord sur le départ de Dadis après les événements du 28 septembre. Cependant, ce dernier s'accroche au pouvoir malgré les sanctions imposées par l'Union Africaine, l'Union Européenne et les États-Unis en octobre 2009. C'est Aboubacar « Toumba » Diakité qui débloque la situation en tentant d'assassiner le chef de la junte le 3 décembre 2009. Ancien aide de camp de Dadis, celui-ci allait être officiellement nommé responsable de la tuerie du 28 septembre par le chef de la junte. Grièvement blessé, ce dernier est emmené au Maroc pour être soigné. Les partis politiques guinéens d'opposition, l'Union Africaine, l'Union Européenne et les États-Unis y voient une possible sortie de crise.

Médiation africaine et pression américano-française

Un jeu diplomatique s'organise alors pour édifier une Guinée démocratique sans Dadis. Celui-ci s'organise dans la tradition des médiations de personnalités africaines en Afrique de l'Ouest. L'ancien président nigérian Babangida, qui avait déjà été envoyé en Guinée après les grèves en 2007, retourne à Conakry après le coup d'État de Dadis. Début janvier 2010, c'est Blaise Compaoré, président du Burkina Faso qui est en charge de la médiation au nom de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CÉDÉAO). Le 15 janvier 2010, il co-signe avec Dadis et Sékouba Konaté l'accord de Ouagadougou. Ce dernier stipule que Dadis restera à l'écart du processus électoral alors que le troisième homme de la junte militaire, Sékouba Konaté, devient président de la République par intérim. Ces médiations ouest-africaines illustrent un phénomène particulier. En effet, les deux médiateurs ne sont pas arrivés au pouvoir dans leur pays respectif par les urnes et pourtant ils sont supposés aider la Guinée à organiser des élections démocratiques. Babaginda avait saisi le pouvoir au Nigeria après un coup d'état en 1985 et Compaoré au Burkina Faso après un coup d'état en 1987. Ce sont leurs qualités d'hommes d'État et non de démocrates qui sont requises. La route vers la démocratie en Guinée semble se dessiner mais par l'intervention de figures autoritaires de pays d'Afrique de l'Ouest.

Comme dans le cas du Liberia, de la Sierra Leone ou de la Côte d'Ivoire, ce sont les pays de la CÉDÉAO qui sont officiellement chargés de stabiliser la situation politique. La pression de la « communauté internationale » se fait donc ressentir par le biais des pays limitrophes. Cependant, cette expression « communauté internationale » est trompeuse : ce sont bien les pressions américaine et française qui ont abouti à l'exclusion de Dadis du

processus démocratique. Au moment-même où Dadis est hospitalisé au Maroc, l'Organisation des Nations-Unies (ONU) dresse un rapport accablant des « événements du 28 septembre »¹⁸. Bernard Kouchner, ministre français des Affaires Etrangères parle même d'une possible « guerre civile » au cas du retour de Dadis Camara en Guinée¹⁹.

Si transition démocratique il doit y avoir, elle doit se passer sans Dadis et l'ancien colonisateur ; de leur côté, les Américains mettent tout leur poids dans la balance comme en témoigne la correspondance diplomatique des États-Unis révélée par Wikileaks²⁰.

La Guinée, modèle pour les processus démocratiques selon la communauté internationale

Si les élections de 2010 ne sont pas les premières élections multipartites en Guinée, elles sont celles qui doivent donner naissance à une nouvelle démocratie. Tout l'enjeu de ces élections est de donner une légitimité au futur dirigeant, légitimité qui faisait cruel défaut à Touré et Conté. La première base de cette légitimité est d'obtenir un compte fiable des voix après dépouillement. Comme dans le cas de la Côte d'Ivoire, toute élection passe donc par un recensement de la population et par la distribution des cartes d'électeurs. En revanche, l'échelle temporelle et spatiale de la Guinée n'est pas celle de la Côte d'Ivoire où le principe d'ivoirité et la question des « Dioulas » est au centre du débat politique. La Guinée n'a pas le temps et c'est dans un contexte d'urgence que les opérations de décomptes sont effectuées. Plus de temps est consacré à ce recensement, plus de chances la Guinée a de laisser la junte s'installer au pouvoir – avec un autre Dadis à sa tête. Inversement, si les élections sont précipitées, le président n'aura pas la légitimité voulue et ne pourra pas gouverner le pays.

Le décompte des habitants doit s'effectuer en dehors des frontières du pays pour les Guinéens qui avaient fui leur pays surtout sous Touré. Ceux-ci habitent surtout les pays limitrophes, la France et les États-Unis. Estimés à 2 millions, ils représentent donc un sixième de la population totale : un aspect d'autant moins négligeable pour les futurs candidats que ces électeurs peuvent profiter de ressources médiatiques plus libres et d'une politisation différente.²¹ La question du recensement des nationaux vivant à l'étranger se pose donc de façon fondamentale pour assurer le bon fonctionnement des élections qui revêtent une dimension internationale ne serait-ce que par cette question du recensement. Ce problème n'est pas uniquement guinéen et se pose à toute démocratie en construction. En 2010, que ce soit pour l'Afghanistan ou le Nigeria, la question du recensement fait partie de l'équation à résoudre pour aboutir à la démocratie. La Commission Électorale Nationale Indépendante

¹⁸ Voir le rapport http://www.rfi.fr/actufr/images/120/Rapport_Commission_Enquete_Internationale.pdf (consulté le 25 janvier 2010).

¹⁹ « L'Union Européenne Durcit Les Sanctions Contre La Guinée », *RFI*, 23 décembre 2009, <<http://www.rfi.fr/contenu/20091223-lunion-europeenne-durcit-sanctions-contre-guinee>> (consulté le 19 septembre 2010).

²⁰ <http://www.wikileaks.ch/cable/2009/10/09PARIS1465.html> (consulté le 22 janvier 2011). Voir toute la correspondance sur la Guinée http://www.wikileaks.ch/tag/GV_0.html (consultée le 22 janvier 2011).

²¹ « Reprise Du Recensement Électoral Des Guinéens De L'étranger », *RFI*, 23 mars 2010, <<http://www.rfi.fr/contenu/20100323-reprise-operations-recensement>> (consulté le 19 Septembre 2010).

(CÉNI) en place en Guinée se doit de fournir une liste des votants avec la nouvelle date des élections repoussée à juin 2010.

La question de la date des élections est fondamentale car se profile à l'horizon un scénario à l'ivoirienne. En effet, depuis la guerre civile de 2002, la situation militaire du pays s'est stabilisée mais les élections sont sans cesse repoussées. Le calendrier est un outil de gestion et de sortie de crise avec lequel certains candidats aux élections jouent²².

Les candidats aux élections

Ce ne sont pas moins de 24 candidats, dont une femme, qui se sont présentés aux élections du 27 juin 2010. Parmi eux se détachent deux anciens Premiers ministres de Lansana Conté, Sidya Touré en fonction entre 1996 et 1999 et Cellou Dalein Diallo, lui-même en fonction entre 2004 et 2006. L'opposant historique à tous les précédents régimes, Alpha Condé, prisonnier politique entre 2000 et 2001, se présente aussi.

La question ethnique joue alors un rôle prépondérant²³. Le fait que Sékou Touré était malinké, Lansana Conté soussou et Dadis, forestier pèse indirectement sur le scrutin. Par exemple, les Peuls comptent pour 40% de la population de 10 millions d'habitants présents dans les frontières de la Guinée. Certains Guinéens estiment qu'est venu le tour des Peuls à diriger le pays²⁴. Cellou Dalein Diallo, peul du Fouta Djallon peut donc profiter de ce vote ethnico-régional mais, inversement, souffrir d'un vote anti-peul du reste de la population. La question des peuls et du pouvoir en Guinée est d'autant plus importante qu'elle fait partie de l'imaginaire politique guinéen depuis l'indépendance. Sékou Touré avait ainsi inventé de toutes pièces un « complot peul » qui aurait cherché à le renverser en 1976²⁵. La paranoïa de Sékou Touré n'est plus à démontrer²⁶ mais toujours est-il que le fantasme du « complot peul » est l'une des données structurantes des élections de 2010.

Les Forestiers quant à eux se sentent lésés par le départ de Dadis du pouvoir. Même si ces derniers ne constituent pas un bloc ethnique mais plutôt un bloc régional, les Forestiers prouvent qu'il existe de fortes solidarités régionales qui sont une inconnue pour le scrutin du 27 juin 2010²⁷.

Cependant, il est inutile de dresser une carte précise des votes que ce soit par région ou par groupe ethnique. Alpha Condé, lui-même malinké a dû obtenir des voix en dehors des régions malinkées à l'est du pays pour que son parti, le Rassemblement du Peuple de Guinée (RPG), arrive à la deuxième place du scrutin avec 18,25% des voix du premier tour. Il en va de même pour l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG) de Diallo qui sort

²² Ce que les Ivoiriens ont appelés 'chronogramme'.

²³ Ecouter à ce sujet, les commentaires et l'analyse de Joël-Maxime Millimouno sur RFI, 14 novembre 2010, <http://www.rfi.fr/emission/20101114-1-guinee-une-nation-construire> (consulté le 21 janvier 2011).

²⁴ De manière similaire, à la mort d'Omar Bongo au Gabon en 2009, certains ont estimé que les Fang écartés du pouvoir depuis 1964 devaient se retrouver à la tête du pays.

²⁵ Voir Alpha Ousmane Barry, *Les racines du mal guinéen* (Paris : Karthala, 2004), p.69.

²⁶ André Lewin, *Ahmed Sékou Touré : Président De La Guinée De 1958 à 1984* (Paris: Harmattan, 2009).

²⁷ « Cartographie Politique De La Guinée », RFI, 25 mai 2010, <<http://www.rfi.fr/contenu/20100519-cartographie-politique-guinee>> (consulté le 25 janvier 2011).

vainqueur du premier tour avec 43,69% des voix²⁸. Les deux vainqueurs, Condé et Diallo se retrouvent donc au deuxième tour d'un scrutin devant avoir lieu le 19 septembre. Cependant une fois encore, celui-ci est reporté. Le facteur temporel évoqué pour le recensement et la distribution des cartes d'électeurs est encore une fois essentiel puisque la pression internationale se fait sentir une fois de plus dans les débats guinéens.

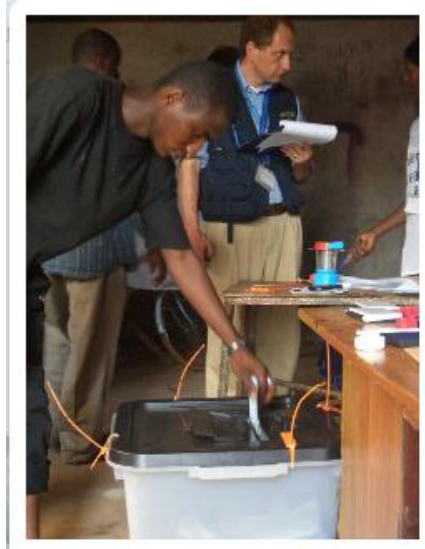
Ce facteur temporel est d'autant plus important qu'aucun des deux candidats ne semble totalement le maîtriser. À tour de rôle, Diallo et Condé se sont plaints des reports du scrutin. En effet, Diallo n'a besoin d'obtenir seulement que 10% de voix supplémentaires alors que son opposant Condé doit courtiser les perdants du premier tour pour rassembler plus de 30% de votes supplémentaires. Selon Diallo, Condé aurait donc tout intérêt à gagner du temps et à fomenter des violences à caractère ethnique entre les deux tours²⁹. Cependant, ces violences ethniques auraient dû être un motif valable du report du scrutin pour Diallo. On constate donc ici que Condé aurait eu besoin d'un report du scrutin juste après le premier tour alors qu'en novembre, c'était bien Diallo qui le désirait. Le recours aux rivalités ethniques ne serait dans ce cas qu'un expédient pour gagner les élections. De cet aspect conjoncturel, peut-on pour autant transformer la question ethnique en facteur structurant de la transition démocratique guinéenne? Le multipartisme introduit dans les années 1990 dans toute l'Afrique n'avait-il pas vu se construire ce phénomène de partis politiques construits sur des blocs régionaux et ethniques³⁰? Une chose est certaine en ce qui concerne la Guinée, les élections de 2010 auront affirmé le rôle de ces partis voire leur invention concrète en tant que partis politiques³¹. Le cortège annoncé de violences intra-communautaires, d'état d'urgence et de menaces de guerre civile fut donc la conséquence logique de cette politisation sur des bases régionales et ethniques.

²⁸ Voir les chiffres officiels publiés par la CENI sur http://www.presidentielle2010.ceniguinee.org/index.php?option=com_content&view=article&id=45&Itemid=2 (consultés le 6 janvier 2010).

²⁹ « Cellou Dalein Diallo rend Alpha Condé responsable des violences ethniques », *Jeune Afrique*, 21 novembre 2010, <<http://www.jeuneafrique.com/Article/DEPAFP20101121193904/guinee-gouvernement-election-presidentielle-second-tourcellou-dalein-diallo-rend-alpha-conde-responsable-des-violences-ethniques.html>> (consulté le 6 janvier 2011).

³⁰ Anne-Cécile Robert, « De Conakry à Nairobi, les Africains votent mais ne décident pas », *Le Monde Diplomatique*, 2, 2010, <<http://www.monde-diplomatique.fr/2010/02/ROBERT/18806>> (consulté le 25 janvier 2011).

³¹ Pour une analyse des partis politiques africains dans les années 2000, voir le dossier paru dans *Politique africaine*, 104, décembre 2006, <http://www.politique-africaine.com/numeros/104_SOM.HTM> (consulté le 23 janvier 2010).



Électeur à Conakry, 27 juin 2010³²

Le 7 novembre 2010 a finalement eu lieu ce second tour tant attendu. Le 15 novembre, les résultats provisoires sont proclamés et le 3 décembre, un an jour pour jour après la tentative d'assassinat sur Dadis, c'est Condé qui est déclaré vainqueur des élections avec 52,52% des voix contre 47,48% pour Diallo³³. Comment expliquer la victoire de Condé qui avait un retard de plus de 20% des votes sur son concurrent direct Diallo ? Le retard systématique pris pour l'organisation du second tour ne peut qu'attiser les soupçons sur la bonne tenue du scrutin. Comment expliquer que Condé ait réussi à combler son retard. L'écrivain guinéen Tierno Monémbo a par exemple évoqué, le « tout sauf un Peul au pouvoir à Conakry »³⁴. De cette interprétation ethnique, on pourrait retrouver encore une fois l'écho du « complot peul » évoqué plus haut. Les fraudes des candidats, des sous-préfets, préfets et de la CÉNI sont aussi évoquées pour expliquer que Condé ait réussi à obtenir 34,27% de votes de plus qu'au premier tour soit quasiment le double de son capital de votes acquis le 27 juin 2010³⁵. Après la litanie démocratique, voici venue la litanie des fraudes aux élections. La Guinée ne fait pas figure d'exception dans ce domaine non plus et le concert des contestations ne s'est pas fait attendre au lendemain du premier et du second tour mais la défaite d'un candidat disposant de plus de 40% des voix au premier tour est pour le moins surprenante.

³² © Union européenne, 1995-2010, <<http://www.eucom.eu/guinea2010/gallery/galerie?photo=observation-des-elections-05>> (consulté le 6 janvier 2011).

³³ http://www.presidentielle2010.ceniguinee.org/index.php?option=com_content&view=article&id=50&Itemid=41 (consulté le 25 janvier 2011).

³⁴ Tierno Monémbo, « L'ONU recolonise l'Afrique », *Le Monde*, 3 janvier 2011, http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/01/03/l-ONU-recolonise-l-afrique_1460370_3232.html (consulté le 5 janvier 2011).

³⁵ Le président de la CENI a écopé d'un an de prison en septembre 2010 pour ces fraudes. Voir « Un an de prison pour le président de la CENI, suite à une plainte d'Alpha Condé », *Jeune Afrique*, 10 septembre 2010, <http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20100910113613/> (consulté le 6 janvier 2011).

Le cas guinéen a cependant été différent par un aspect fondamental. Diallo, même s'il a critiqué les résultats du second tour, a reconnu les résultats des élections³⁶. On peut s'accorder sur les qualités du démocrate tout en s'interrogeant sur les pressions subies par ce dernier pour reconnaître son opposant vainqueur des élections. Au même moment dans le pays voisin de la Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo ne reconnaissait pas les résultats du second tour des élections du 28 novembre 2010... Toujours est-il que deux ans après la mort de Conté, un an après le départ de Dadis et de longues préparations pour les élections, la Guinée a pour la première fois de son histoire un président élu à sa tête. La page de la transition démocratique est-elle pour autant tournée ?

La Guinée et les bonnes manières de la communauté internationale

Que ce soit par sa relative petite superficie (245 860 km²) ou sa dépendance de l'aide internationale, la Guinée de 2008 à 2010 présente bien des points communs avec ses voisins. Et c'est bien cette similarité qui explique paradoxalement l'originalité de la transition démocratique guinéenne. En effet, l'Union Africaine, l'Union Européenne et les États-Unis se sont très rapidement préoccupés de sa situation politique de la Guinée à la mort de Conté. Cet article n'entend ni justifier, ni critiquer cette interventionnisme mais bien souligner les modalités de cette ingérence occidentale.

En effet, le but avoué de cette ingérence est d'éviter que les événements qui se sont produits en Sierra Leone, Guinée-Bissau ou même en Côte d'Ivoire ne se reproduisent en Guinée. Les dirigeants sont bien forcés d'accepter cette pression bien peu discrète puisqu'ils veulent éviter de se retrouver dans la position d'un Robert Mugabe qui n'a droits ni aux aides ni aux financements du FMI et de la BM. Les massacres du 28 septembre 2009 ont été un catalyseur à cet égard. Au lieu d'avoir recours à des solutions palliatives après un potentiel conflit, les états ou les organisations interétatiques s'immiscant dans la vie politique guinéenne ont préféré dicter les termes de la nouvelle démocratie. Ainsi, le financement des élections a été assuré par l'ONU et l'Union Européenne³⁷. Cette phase transitoire marque donc la quête d'un nouveau modèle de construction de la démocratie en Afrique de l'Ouest qui se fait par le biais d'organisations interétatiques qui imposent de manière autoritaire leurs desiderata.

Dans ce nouveau modèle, la démocratie à l'occidentale s'exporte de manière très peu subtile par des pressions directes sur la Guinée. La litanie démocratique doit s'exercer de gré ou de force : recensement, distribution des cartes électorales, élections, comptage des voix et annonce des résultats. Tout ce processus se fait sous le regard sourcilieux des puissances occidentales qui s'inquiètent du moindre retard. Pour la communauté internationale, les

³⁶ « Après la Cour Suprême, Cellou Dalein Diallo reconnaît la victoire d'Alpha Condé », *Jeune Afrique*, 3 septembre 2010, <<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20101203080928/maroc-violences-guinee-santeapres-la-cour-supreme-cellou-dalein-diallo-reconnait-la-victoire-d-alpha-conde.html>> (consulté le 6 janvier 2011).

³⁷ http://www.ceniguinee.org/index.php?option=com_content&view=article&id=177&Itemid=1 (consulté le 6 janvier 2011).

années 1990 étaient celles du multipartisme, les années 2000 celles de la régression démocratique, les années 2010 ne sauraient être que celles d'un retour au progrès démocratique.

Cette notion de la démocratie révèle que les élections en Guinée ne sont pas seulement importantes pour la configuration politique du pays. Elles illustrent l'effort conscient des pays occidentaux d'intervenir de plus en plus en amont des crises. Les relatifs échecs des occidentaux en Afghanistan et en Irak, font que la réussite les élections en Guinée tout comme en Côte d'Ivoire est fondamentale pour les tenants du devoir d'ingérence. De manière caricaturale, tous les moyens de pression sont exercés sur les élections guinéennes.

Conclusions

Voir la transition démocratique de la Guinée comme une simple parenthèse politique serait une erreur. En 2010, plus de 40% des Guinéens sont âgés de moins de 15 ans et même s'ils ne peuvent pas voter pour les élections présidentielles, cette période est déterminante sous plusieurs aspects³⁸. Premièrement, la relation de l'armée par rapport à l'exécutif est essentielle : la différence entre Dadis, voulant se présenter aux élections, et Sékouba Konaté, affirmant sa subordination au futur président élu, est criante. De manière significative, Condé s'est réservé le portefeuille de ministre de la Défense dans son premier gouvernement. Deuxièmement, les regroupements et les alliances politiques créés pendant les élections vont déterminer les équilibres du pouvoir pour les années à venir. L'attention portée à la région stratégique aussi bien électoralement que militairement de la Guinée forestière est la preuve de ce nouvel équilibre.

En janvier 2011, Alpha Condé est le président de la Guinée. Est-il un pur résultat du nouveau *modus operandi* des pays occidentaux ? Tout comme en Afghanistan, en Irak ou en Côte d'Ivoire, les occidentaux n'auront pas réussi à éviter les accusations de néo-colonialisme. Tout comme en Afghanistan, en Irak ou en Côte d'Ivoire, la Guinée a connu des élections frauduleuses. Là où la Guinée diffère, c'est dans la pression continue des pays sur l'obtention d'un résultat démocratique « techniquement crédible »³⁹. Par les modalités du passage de la dictature à un gouvernement élu de 2008 à 2010, la Guinée représente donc l'archétype de la transition démocratique de la fin des années 2000.

³⁸ "CIA - The World Factbook" <<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/gv.html>> (consulté le 7 janvier 2011).

³⁹ Selon les propres mots de la mission électorale de l'Union Européenne en Guinée. <http://www.eueom.eu/files/pressreleases/english/declaration-second-tour-25112010_fr.pdf> (consulté le 7 janvier 2011).